

truire des navires de guerre qui seront stationnés sur les côtes de l'Atlantique et du Pacifique. De cette façon, non seulement nous établirions dans notre pays une grande industrie de navires, mais aussi nous offririons aux aciéries le stimulant dont elles ont si grand besoin dans le moment actuel, en leur donnant un marché pour des milliers et des milliers de tonnes d'acier qu'elles pourraient en fabriquer aujourd'hui, mais pour lesquelles elles n'ont pas de commandes.

C'est un fait notoire que le grand désavantage de l'industrie de l'acier dans notre pays est son bon marché de l'autre côté de la frontière. Il est vrai que nous avons un mur de tarif, mais je voudrais comme Canadien désirant que l'industrie de l'acier progresse dans notre pays et que nos ouvriers en reçoivent tous les avantages que ce Parlement et les parlements futurs pourront leur donner, que nous fassions tout ce qui est en notre pouvoir pour aider aux industries que nous possédons déjà, au lieu d'adopter une conduite que je considère leur être absolument nuisible. Je pourrais encore, monsieur le président, montrer à ce comité les grands avantages qui résulteraient de l'emploi de cet argent en Canada.

Je pourrais continuer sur ce ton jusqu'à deux heures du matin, mais, malheureusement, le nouveau règlement me le défend. Ayant fait cependant connaître mes vues sur ce sujet, je dirai que je ne puis comprendre pourquoi un gouvernement adopterait une politique comme celle qui est proposée par le gouvernement actuel. S'il y avait urgence, s'il y avait un besoin pressant d'offrir ces millions à l'Angleterre et de les envoyer de l'autre côté de l'Atlantique, je ne crois pas qu'il y aurait un membre de l'opposition, je ne crois pas qu'il y aurait douze personnes dans le Canada qui ne seraient pas prêtes à souscrire de son propre argent pour envoyer à l'Angleterre une somme suffisante pour parer à cette urgence.

Mais il n'y avait pas d'urgence, l'autonne dernier, lorsque ce bill a été déposé; il n'y en a pas aujourd'hui, et si nous devons en juger par les nouvelles publiées dans les journaux et les comptes rendus des derniers discours des hommes d'Etat anglais, il n'y a pas grande crainte à avoir d'une urgence quelconque dans un avenir prochain. Pourquoi alors, au nom du bon sens, le Gouvernement actuel, vu qu'il n'y a aucun besoin pressant, enverrait-il ces \$35,000,000 de l'argent du peuple canadien de l'autre côté de l'Atlantique pour aider à développer l'industrie des navires de la Grande-Bretagne, lorsque cet argent pourrait être dépensé dans notre pays, non seulement à l'avantage de nos grandes industries mais pour le bien-être de nos ouvriers?

303

On nous dit que nous ne pouvons pas parvenir à développer l'industrie des navires d'une façon complète en Canada avant vingt-cinq ou cinquante ans. Je proteste contre cette assertion, qui devrait être répudiée d'un bout à l'autre du pays. Je tiens à la main quelques coupures du "London Times". Ce journal est l'ami des grandes industries en Angleterre. S'il découvre dans le présent ou dans l'avenir quelque chose qui tend à nuire à ces industries ou à leur faire tort, ce journal combat la proposition de la façon la plus vive. Voici ce que disait le "Times" dans un de ses derniers numéros:

Si le Canada entreprend de construire des navires de guerre, il y réussira aussi rapidement que toute autre nation qui a entrepris la même chose.

Tel est le commencement d'un article, mais, monsieur le président, remarquez bien la raison pour laquelle le "London Times" préférerait voir le Canada envoyer ces \$35,000,000 à l'Angleterre pour aider à son industrie de navires plutôt que de les employer à établir la même industrie en Canada. Notez bien les lignes suivantes:

Mais il y a l'objection sérieuse que plus le succès du Canada sera rapide, plus assurément ce succès sera gagné au détriment de nos chantiers de navires en Angleterre.

Les commentaires sont inutiles, monsieur le président. On admet en Angleterre que le Canada peut établir l'industrie des navires chez lui, mais on ne le veut pas, parce que cela nuirait à l'industrie anglaise. Est-ce là la raison pour laquelle le Canada et les intérêts canadiens sont ignorés dans le bill actuel, à l'avantage de l'industrie des navires dans la mère patrie?

L'industrie de l'acier et du charbon ne sont pas les seules qui seraient favorisées chez nous. On peut obtenir au Canada tout ce qui entre dans la construction d'un navire de guerre. Si nous ne fabriquons pas présentement les plaques de blindage, y a-t-il un membre de la droite qui oserait dire qu'il est impossible de les fabriquer ici dans l'avenir? Nous avons plus de nickel au Canada qu'il y en a dans tout autre pays du monde. Le nickel entre dans la construction des navires de guerre. Ne serait-il pas sage de la part du Gouvernement, ne serait-il pas grandement à son honneur s'il entreprenait de construire ces navires dans notre pays, ou quelques-uns au moins, et de cette façon aider au développement de l'industrie du nickel au Canada?

Il y a aussi à considérer l'industrie du bois, dont il entre une grande quantité dans la construction des navires de guerre. Que diront les députés du Gouvernement dans la province du Nouveau-Brunswick, dont la grande industrie est l'industrie du bois, lorsqu'ils se présenteront devant leurs élec-